

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

À quand l'ouverture du centre de formation professionnelle d'Akanda ?

C'EST pourtant un joyau architectural qui trône depuis cinq ans au beau milieu d'un environnement en pleine expansion dans la commune d'Akanda. Précisément au niveau de Marseille 2. À quelques encablures du marché du 1er-Campement.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

ILS sont certainement nombreux qui fréquentent la zone du 1er-Campement, dans la commune d'Akanda, et qui s'interrogent sur le sort d'un édifice dont les travaux de construction ont pris fin depuis cinq ans déjà.

L'ouvrage, composé de plusieurs compartiments, est situé en face du poste de contrôle de gendarmerie d'Avorbam, sur la route qui mène au marché du 1er-Campement. Son style architectural ultramoderne suscite chez les passants beaucoup d'admiration. Même si, à bien l'observer de l'extérieur, la construction est soumise aux éléments de la nature qui commencent à déteindre sur elle.

"Il manque la chaleur humaine pour que tous les ouvrages d'art sur ce site résistent. Sans cela, certaines réalisations vont se dégrader", estime un habitant d'Avorbam. Quand bien même régulièrement entretenu, l'espace vert fait face à la concurrence d'une végétation sauvage qui progressivement reprend ses droits à certains

Les pouvoirs publics vont-ils enfin réagir ou ont-ils décidé d'inscrire cet investissement dans le registre des éléphants blancs ?



La façade de l'édifice qui n'attend plus que d'être livré avant d'ouvrir ses portes.

endroits. Ici règne, on ne sait pourquoi, la loi de l'omerta. Les trois personnes (gardiens) approchées à l'intérieur de la concession disent avoir reçu consigne strict de ne point livrer à qui que ce soit des informations concernant ces installations. C'est formellement interdit précisent-elles à l'unisson. Mais également, ajoutent-elles de ne permettre à aucune personne "étrangère" de les visiter. Ce qui paraît bizarre et plonge alors de nombreux observateurs dans moult interrogations.

Seulement, après quelques recherches, nos équipes tombent enfin sur une source visiblement au fait de ce dossier. Elle nous informe que cet ouvrage est un don de la Fondation Mohammed VI (roi du Maroc) pour le développement durable à l'État gabonais. Il devrait abriter un centre de formation professionnelle en transport et logistique. Les travaux dudit centre ont donc été entièrement financés par cette fondation. Sauf que depuis 2017, année au cours de laquelle les travaux ont pris fin, rien n'y est encore opérationnel. Alors que dans la même période, apprend-on, la Fondation Mohammed VI pour le développement du-

rabable a fait le même don à sept autres pays africains. Ces autres centres ont été livrés et ont ouvert leurs portes depuis plus de deux ans déjà. "Celui du Gabon est encore dans les méandres des complications inutiles dont nul ne peut déterminer la nature", déplore notre source. Finalement, qu'est-ce qui bloque dans cette affaire ? A-t-on mis la charrue avant les bœufs ? À quand la livraison et l'ouverture du centre de formation professionnelle d'Akanda ? Autant de questions que se posent de nombreux observateurs. Le Gabon faisant encore office de parent pauvre en matière de structures de formation professionnelle publique. Un déficit que le gouvernement s'emploie aujourd'hui, grâce à la frémonté du président Ali Bongo Ondimba, à résorber pour permettre à tous les jeunes qui quittent le système scolaire conventionnel d'accéder à des métiers, de prétendre à des emplois et de devenir financièrement autonomes. Alors, les pouvoirs publics vont-ils enfin réagir ou ont-ils décidé d'inscrire cet investissement dans le registre des éléphants blancs de la République ?

Les conditions d'une mise en service

CNB
Libreville/Gabon

SI rien n'a filtré du côté de la Fondation Mohammed VI pour le développement durable, il semble qu'au niveau de la partie gabonaise, il y a des choses qui sont dites sur la non-livraison et la mise en fonction du centre. En effet, joint au téléphone par la Rédaction de L'Union, le directeur de cabinet du ministre de la Formation professionnelle reconnaît que "l'ouvrage est un don du Maroc via la Fondation Mohammed VI pour le développement durable. Sauf que la partie marocaine a conditionné la livraison de l'infrastructure par l'envoi de cadres gabonais au Maroc pour recevoir une formation, en vue de la gestion du centre. Étant donné que celui-ci a été doté d'un équipement qui nécessitait une formation particulière pour être utilisé". Le collaborateur du ministre précise que "les cadres gabonais ont, à cet effet, été formés au Maroc. Mais, contre toute entente, ils

n'ont pas pu prendre leurs fonctions au niveau de ce centre. Ce qui a fait que l'ouvrage n'a pas pu être livré. Actuellement, tout est mis en œuvre pour que l'infrastructure soit livrée et opérationnelle d'ici le début de l'année prochaine". Là encore, il faut que tout soit réellement mis en œuvre pour que cette mise en service ait véritablement lieu. Livrés depuis 2017, il est certain que les équipements ont pris un sérieux coup du fait de n'avoir jamais été utilisés. À défaut de les renouveler, en même temps que la réhabilitation de certains ouvrages d'art qui se sont détériorés sous l'effet de l'humidité, il sera difficile de tenir le pari de rendre fonctionnel le centre d'Akanda l'an prochain. En outre, il va falloir redéployer le personnel qui a été formé au Maroc et qui doit être nécessairement en fonction ailleurs. À ce sujet, est-on sûr que la formation reçue sera conservée intacte ? Bref, il y a encore beaucoup à faire pour que tout soit fin prêt.